

Le journal de 

CULTURE ET DÉMOCRATIE

• Périodique trimestriel de l'asbl Culture et Démocratie •
Bureau de dépôt : Bruxelles X

EDITORIAL

Le ventre est encore fécond ...

Culture et Démocratie est un lieu à géométrie variable! C'est un état d'esprit, une manière de penser ensemble le présent et l'avenir. C'est un espace de réflexion où l'on questionne le rôle de l'art dans le développement de la personne, une plate-forme pour exiger que la culture occupe une place centrale dans notre société. C'est une structure qui, sans se substituer aux acteurs et organismes existants, joue un rôle de relais et suscite une diffusion plus large de l'information culturelle. Enfin, Culture et Démocratie initie des actions concrètes, ponctuelles ou à long terme, ou collabore à leur réalisation. Le projet Culture pour tous, avec sa dimension sociale et son programme d'in(ter)formation, est de celles-là!

Ce bref rappel de notre action ne nous dispense pas d'évoquer des questions plus générales, plus politiques et nécessairement en rapport avec la démocratie, comme la résurgence de l'extrême-droite en Autriche, en France, en Flandre, aux Pays-Bas, au Danemark, ailleurs encore. Elle apparaît où on ne l'attend pas, réapparaît où on ne l'attend plus, sous des formes nouvelles, presque civilisées parfois, chargées du même discours d'intolérance. Naïvement, nous la croyions disparue. Bertolt Brecht nous a pourtant mis en garde: ... *le ventre est encore fécond d'où a surgi la chose immonde*. Nous risquons bien de devoir nous en occuper.

Dans ses « notes pour une biographie », Max Ernst rappelait que *les Dada avaient en commun la volonté de dénoncer sans pitié la condition infernale que les patriotismes idiots, soutenus par la bêtise humaine, avaient imposée à l'époque qu'ils étaient condamnés à vivre*. L'époque, c'était celle de l'après-guerre - celle de 14-18 - mais le propos garde aujourd'hui toute son actualité. Face aux lobbies militaires ou pétroliers, qui reprennent en chœur thèmes patriotiques et discours nationalistes, face aux déferlantes mousseuses de l'extrême-droite, la culture peut-elle être une arme, un rempart?

Dans le grand auditorium de l'université, à Louvain-en-Woluwe, nous étions cent trente à débattre de ces questions, et des relations entre l'art et les droits de l'Homme. Artistes, militants du secteur associatif, membres de la Ligue des droits de l'Homme, tous soucieux de questionner, de confronter, de rapprocher les points de vue dans un débat pas nécessairement consensuel - c'est mieux - et où chacun a eu l'occasion de s'exprimer. Un regret, pourtant: trop peu de réponse du côté des enseignants en art, en droit, en sociologie, pourtant invités à y assister avec leurs étudiants. Le débat de fond interdisciplinaire sur les grandes questions de notre temps n'est-il pas essentiel? Il est vrai que la date des examens se rapprochait dangereusement...

Georges Vercheval
Président de Culture et Démocratie



Véronique Vercheval. Le couvre-feu est levé tous les 4 jours, pendant 4 heures. Iman Aoun, directrice du Théâtre Ashtar, retrouve Aïda, sa belle sœur, Beit Jala, près de Bethléem, mai 2002.

n°3 avril - mai - juin 2002

Sommaire

• Dossier	
Art et droits de l'Homme	2
• Culture ET Démocratie	6
• Culture(s) pour tous	
Le Miroir Vagabond	7
• Infos	
ATD Quart-Monde	8
La Zinneke Parade	9
Paroles de rue	10
Piazza dell'Arte	
Eddy Boutmans s'est trompé	11
Musées et législations	
• Artistes en Palestine	12
• Côté « images »	

Colloque organisé le 26 avril 2002, à l'auditoire P. Lacroix de l'UCL en Woluwe.

DE L'ART ← ? → DES DROITS

Motivations et enjeux

Ce colloque a été initié par Culture et Démocratie dans le cadre de la célébration des 100 ans de la création de la Ligue des droits de l'Homme en Belgique, et en relation avec l'exposition « 100 artistes pour les 100 ans de la Ligue des droits de l'Homme » initiée par le Centre Culturel de Woluwe-Saint-Lambert et le festival « Out of Control » aux Halles de Schaerbeek.



Intervenants: Bernard Focroulle, musicien, directeur de l'Opéra royal de la Monnaie, fondateur de Culture et Démocratie; Jean-Yves Carlier, professeur à la Faculté de Droit, UCL; Frie Leysen, directrice du KunstenFestival des Arts; Juan d'Oultremont, artiste; Fernando Alvim, artiste plasticien, Angola; Hugo Morales, artiste plasticien, Chili; Daniel Vander Gucht, professeur de sociologie de l'art, ULB; Philippe Housiaux, agence de communication Dialogic; Universal Embassy; Claude Lorent, Directeur; Georges Vercheval, président de Culture et Démocratie, rapporteur; Dan Van Raemdonck, président de la Ligue des Droits de l'Homme, modérateur, et quelque 130 participants.

D'entrée de jeu, Dan Van Raemdonck, modérateur, indique l'importance des droits culturels et de la place de l'art dans une organisation sociale et pose la question fondamentale de la fonction de l'art. Quel rôle a-t-il à jouer dans notre société? Quel est le rôle de l'artiste et quel est celui des droits de l'Homme dans le combat de la liberté d'expression de l'artiste et celui de l'artiste dans le combat des droits de l'Homme?

Bernard Focroulle souligne les contradictions entre l'engagement de l'artiste et l'indispensable autonomie du créateur et donne en exemple le rôle de l'artiste témoin de son temps dont l'œuvre peut être un moteur de l'histoire. Il cite le chef d'orchestre Kurt Mazure pour les manifestations pacifistes de 1990 à Leipzig, en RDA, l'écrivain Vaclav Havel à Prague, et le rôle historique des intellectuels résistant au régime depuis l'intervention soviétique de 1968. Il cite encore l'Algérie où les journalistes, enseignants, artistes sont parmi les cibles privilégiées des attentats, le mouvement des sans-papiers à Paris et Bruxelles, et l'action des artistes et intellectuels contre l'émergence de l'extrême-droite et des mouvements anti-démocratiques en Europe. Prises de parole, prises de position, voire intervention dans l'action, ces artistes sortent de leur rôle habituel. Bernard Focroulle questionne: pouvons-nous comprendre la Russie du 20ème siècle sans Maïakovski, sans Soljenitsyne, la guerre d'Espagne sans Guernica, la Belgique profonde sans « Borinage » d'Henri Storck, sans « Strip-tease » et sans le travail des frères Dardenne? L'artiste est une caisse de résonance. Mais l'artiste a besoin de liberté et d'autonomie. L'art peut être fragilisé par l'instrumentalisation de l'artiste dont la liberté et l'autonomie n'est pas acquise. D'abord en raison de l'absence de statut des artistes. Notre liberté n'est pas sans limites. D'autre part, la censure existe. Il y a eu d'énormes pressions pour empêcher la présentation de « Rwanda 94 » dans le cadre de Bruxelles 2000! Certaines contraintes sont intolérables dans une démocratie.

Tout art véritable va au-delà du fonctionnel: La beauté des cathédrales transcende leur fonction. Bernard Focroulle questionne: avons-nous besoin d'artistes engagés? Le travail d'un artiste consciemment engagé qui veut créer une relation organique forte entre ses convictions et son art est-il plus démocratique que celui d'un autre, qui ne se sent ni concerné ni engagé, ou qui a des convictions que nous considérerions comme peu reluisantes ou incorrectes? Que faire de Richard Wagner dont la vie, les propos et l'œuvre témoignent de conceptions antisémites inacceptables? Pierre Mertens a écrit l'un de ses plus beaux livres autour de l'œuvre de Gottfried Benn, poète allemand de la première moitié du 20ème siècle, compromis avec le régime nazi mais d'une indéniable qualité artistique. Faut-il séparer l'art et l'idéologie, comme nous avons été amenés à le faire entre l'Eglise et l'Etat? Comment gérer la tension qui existe entre l'identité, le goût, le travail de certains artistes et les attentes et besoins de la majorité de nos contemporains. Enfin, il relève la contradiction importante entre l'accès potentiel à toutes les formes culturelles et l'accès réel à l'ensemble du patrimoine culturel, insuffisant, d'une

majorité de nos contemporains. La question des droits culturels est la colonne vertébrale de notre réflexion.

Une culture démocratique devrait comporter: La liberté d'expression et de création. Celle-ci est évidente.

La liberté d'interprétation. Un peu moins évidente. J'aime cette phrase de l'écrivaine française Danielle Sallenave: « Lire un livre, c'est achever de l'écrire ». Ce qui veut dire que lire un livre c'est lui donner sens. C'est une belle manière de décrire le potentiel démocratique de l'art, qui nous attend pour prendre tout son sens.

Une culture démocratique a un besoin impérieux de débats, de rencontres, de confrontations à tous les échelons de la société, de l'école au Parlement en passant par les médias, la vie associative.

La question des droits culturels, déjà évoquée. La possibilité d'articuler l'art et le réel, l'imaginaire et le vécu. Anvers 93 avait lancé une formule provocante: « l'art peut-il changer le monde? ».

Les droits culturels se fondent sur la participation active et créative de tous. Culture et Démocratie initie un programme intitulé « Culture(s) pour tous », (le terme n'est peut être pas le bon: ce devrait être culture pour tous, par tous, de tous, avec tous...) Comment exprimer ce besoin qui ne correspond ni à l'ancienne notion de démocratisation culturelle aux relents paternalistes ni à la notion qui lui est opposée de démocratie culturelle? Ces droits s'expriment par une plus large participation, dans la Zinneke Parade jusqu'aux formes pointues de la culture contemporaine.

La dimension multiculturelle de nos villes et de nos communautés est un défi majeur. Nous sommes dans la préhistoire. La dimension de reconnaissance de l'autre dans son identité et sa culture manque aux instruments culturels que sont nos institutions. Frie Leysen avec son KunstenFestival des Arts et un certain nombre de lieux moins institutionnels me semblent plus avancés sur ces questions. Dans nos musées, palais des beaux-arts, théâtres, opéras, nous avons du mal à rendre compte d'une situation qui n'a rien à voir avec celle qui prévalait au moment où ils ont été fondés.

Nous sommes confrontés à la difficulté de vivre les différences entre nos racines culturelles et celles des autres. Des cultures fascinantes disparaissent dans une mondialisation mercantile. Allons-nous, dans la foulée du 11 septembre, vers un choc des cultures et des civilisations, dont certains rêvent? L'humanité ne s'en relèverait pas.

Devant les déclarations d'un chef d'Etat, Berlusconi, qui affirme que notre civilisation est supérieure, et d'un philosophe, Comte-Sponville qui la dit supérieure parce qu'elle est démocratique, Bernard Focroulle questionne: n'y a-t-il pas confusion? En quoi l'expression artistique d'une société non démocratique serait-elle inférieure à une autre? Alors que l'on peut poser la question de l'universalité des droits de l'Homme.

J'ai le sentiment que nous sommes confrontés à une « mutation radicale », à une « révolution culturelle ». La notion de révolution culturelle, sous la forme qu'elle a pu prendre en Chine, fait frémir. Mais un débat démocratique est indispensable. Il doit associer les mondes culturel, politique, associatif, la société civile dans son ensemble afin de préciser les enjeux, les objectifs, les moyens, les

instruments d'une véritable politique démocratique.

Jean-Yves Carlier, en tant que juriste, choisit de plaider l'affaire « art contre droits de l'Homme », considérant l'individualisme des artistes et la nouvelle forme de religion que seraient les droits de l'Homme. Le point de conjugaison le plus pertinent entre l'art et les droits de l'Homme est simpliste mais fondamental : art et droits de l'Homme sont faits par les hommes et pour les hommes.

L'art contre les droits de l'Homme. Sans langage commun, l'individualisme de l'artiste s'affirme de plus en plus fortement. Or, le droit est a priori totalement à l'opposé. Le droit crée des règles pour la vie en société, trouve ce qui est commun. L'art n'est plus dans la norme, or le droit reste l'expression de la norme.

Les droits de l'Homme contre l'art. Le risque, à l'inverse, est que les droits de l'Homme entendent régenter l'art et les artistes. Les droits de l'Homme protègent mal les artistes et la liberté de l'art. La Charte européenne des droits de l'Homme est pauvre à cet égard. Les droits de l'Homme peuvent devenir une sorte de religion, de pensée politiquement correcte. Les droits de l'Homme peuvent-ils rappeler l'artiste à l'ordre, le réprimer, voire lui supprimer sa liberté d'expression ?

Conjugaison entre l'art et les droits de l'Homme. L'artiste est celui qui dépasse sa particularité, son individualité pour parler aux autres à travers son œuvre. Les droits de l'Homme doivent être comme l'art en perpétuelle évolution. Et les juristes doivent accepter que les droits de l'Homme soient à la fois un objectif et un moyen. L'objectif de dignité humaine qu'il y a dans les textes ne sera jamais atteint car il sera toujours plus loin. Il faut accepter que les droits de l'Homme soient en construction permanente comme l'est la lecture d'une œuvre. Notre lecture de l'art est tout aussi importante que sa production. Et la lecture que l'on fait des droits de l'Homme est tout aussi importante que le texte en tant que tel. Les droits de l'Homme, tout comme l'art, sont des instruments vivants, qui évoluent dans le temps et dans l'espace. Ils sont créés pour les hommes et par les hommes. A nous de leur donner leur sens.

Au cours du premier débat, Marcel De Munynck, initiateur de la Zinneke Parade, affirme les aspirations humanistes qui font la culture. Nous partageons, à travers les droits de l'Homme, la justice sociale. Les projets culturels et artistiques s'inscrivent dans leur temps et combattent la violence. Comment pratiquer la démocratie par la culture et l'art de façon démocratique ? Zinneke est un espace où ces différentes pratiques se rencontrent, venant de milieux culturels différents. Avec ceux qui sont installés chez nous depuis peu, nous travaillons sur le plan de l'inconscient collectif.

Comment analyser le rôle de l'artiste dans la conscientisation ? Pour témoigner du non respect des droits de l'Homme, la presse joue son rôle : reportages et illustrations. Au contraire, le rôle des artistes est de faire émerger les sentiments. Daniela Pisiou, interpelle Jean-Yves Carlier : dans le cadre démocratique de la liberté de l'art, quelle est la responsabilité de l'artiste lorsqu'il s'agit d'œuvres qui sont des incitations à la violence raciale ou à d'autres idées non démocratiques ? Pour Jean-Yves Carlier, la question de la responsabilité de l'artiste touche aux frontières. Le risque d'une opposition forte entre droits de l'Homme et art est bien présent et l'on pourra dire à l'artiste, au nom des droits de l'Homme que « cela ne va pas », que l'œuvre incite à la haine raciale. Et des œuvres pourront être interdites si elles sont considérées comme obscènes. Le problème est de savoir si les droits de l'Homme ne deviennent pas une pensée dominante qui, à un moment donné, irait à l'encontre de la liberté

d'expression de l'artiste. Il n'y a pas de réponse absolue. S'il faut attirer l'attention de l'artiste sur les conséquences de son œuvre, autre chose est de la condamner. Si c'est le cas il faut le faire avec mesure, en appréciant la réalité du danger. Dan Van Raemdonck : Un artiste serait-il moins condamnable qu'un autre citoyen ? Jean-Yves Carlier analyse alors la différence entre l'interprétation de l'œuvre par celui qui la reçoit et l'interprétation publique qu'en ferait l'artiste lui-même. Si son discours est un appel à la haine raciale, revendiqué comme tel, il peut y avoir condamnation. Si l'œuvre est interprétée contrairement au vœu de l'artiste, je serais d'une excessive prudence. S'il ne s'exprime pas, l'interprète, c'est vous... Bernard Focroulle : une chose est de condamner une œuvre, une autre est, pour un responsable culturel, de la programmer. Certains artistes s'expriment dans des termes de type néofascistes mais sont d'excellents artistes. Faut-il les boycotter ? Ce n'est pas simple. Alexandre Poncelet : la liberté d'expression comprend-elle la liberté de se dire artiste ? Bernard Focroulle : chacun a la liberté de se proclamer artiste. Mais le dire ne suffit pas. Cela dépend du regard et de l'écoute de l'autre. Moez Boukhri : Art engagé = ghettoïsation. Il y a deux façon d'assassiner un artiste : lui ôter la vie, ou la parole. Dans les mauvaises démocraties, il n'y a pas de comité de censure mais une machinerie qui fonctionne tout comme. Par rapport à le Pen et à ses crânes rasés, il y a quelque chose de plus dangereux ! Ce sont les esprits rasés ! Il y en a beaucoup et ça ne se voit pas ! Michael Van der Valk : notre démocratie est basée sur une gestion économique et financière. La culture est l'expression de ce qui va et ne va pas, une référence, un phare sur une mer houleuse. Le problème chez nous, c'est qu'il n'y a pas de moyens, sauf pour des « grands » projets qui transforment la culture en objet de consommation ! C'est un danger dans une société dite multiculturelle mais qui est en fait interculturelle. Les droits de l'Homme, c'est comme l'art, ce n'est jamais acquis. Simon du Chastel revient au « je » et au « nous ». Je pars du « je » de l'artiste, qui a un regard sur le monde et un langage adéquat, honnête et renouvelé. Il n'accroche pas s'il utilise un langage usé. Comment ce « je » passe-t-il à l'universel ? Le « je » conduit au vedettariat. Lors de manifestations ou prises de positions, on cherche la présence ou la signature de ces vedettes. Le sont-ils légitimement ? Oui, s'ils ont un potentiel spirituel. Bernard Focroulle dit ne pas opposer l'artiste qui dit « je », aux droits de l'Homme qui disent « nous ». Dans le « je » de l'artiste, il y a une capacité à traduire le « nous ». Je suis touché par des ouvrages qui concernent des cultures qui ne sont pas miennes. Plus ces écrivains parviennent à dire « je », plus je suis touché !

Frie Leysen, en tant que directrice du KunstenFestival desArts, nous parle de ce projet bicommunautaire lancé en 1994 dans un contexte européen d'intolérance, de nationalisme et de racisme. Monter un festival artistique est un acte politique en soi. A Bruxelles, c'est un choix délibéré. Le festival est international, interdisciplinaire et contemporain. Nous recherchons des artistes qui revendiquent une autonomie et une liberté, qui expriment une vision de leur société et leur vision du monde. Ils travaillent de manière critique, en marge des institutions, et sont souvent considérés comme dissidents. Frie Leysen constate que les pays totalitaires défendent surtout le folklore et la danse, qui s'exportent bien. Le théâtre est la discipline qui « fait le plus mal ». La parole est directe et heurte plus durement. Il est dangereux d'interpréter des œuvres de cultures non-européennes en projetant nos propres idées de société, dans le but de confirmer notre vision de la politique et de la démocratie. Il est facile de

voir le manque de liberté en Chine ou ailleurs. Il est moins évident de le constater ici. Je pense au spectacle « Rwanda 94 » qui a suscité des refus. Je pense à un Ministre qui m'a dit : « Toi, tu dois te taire parce que je te donne de l'argent ». Je lui ai répondu « je pensais que vous me donniez de l'argent pour que je puisse mieux vous attaquer ! Si on n'est plus d'accord là-dessus, vous pouvez garder votre argent ! » Par une forme de consensus, les acteurs et artistes sont trop souvent complices des censures politiques. Notre société a créé de belles formes d'autocensure.

Juan d'Oultremont : J'ai un malaise quant au caractère incestueux d'artistes qui posent des questions et développent des intuitions difficiles à partager avec le plus grand nombre. Je ne crois pas à l'art engagé et pense que « l'art c'est être là où on ne vous attend pas et faire ce que personne ne vous demande de faire ». Un peu comme si en ce début de 21ème siècle, où le geste gratuit a disparu, l'art restait le dernier bastion de résistance.

La fonction première de l'art n'est pas de défendre quoi que ce soit, ni les droits de l'Homme en particulier. Les arts plastiques contemporains confortent cette hypothèse : la peinture s'est mise au service des puissants plutôt qu'au service des opprimés, à l'inverse de la littérature, du cinéma ou du théâtre.

L'art est un engagement en soi, il suppose un investissement total et se justifie en tant que tel. C'est un des critères. Si des artistes nous touchent, c'est parce que leurs propos ne sont pas directs. Juan d'Oultremont insiste sur le fait que l'œuvre d'art n'est pas un objet mais un sujet. L'art contemporain impose une position d'acteur, une exigence pour celui qui le regarde. Il attise notre sens critique. Face à l'œuvre, il faut se poser des questions de dynamisme, de mobilité, plutôt que des questions formelles ou de pure esthétique.

Certaines œuvres actuelles, de caractère pop ou ludique, a priori éloignées de l'étiquette « art engagé », gardent toute leur pertinence en nous obligeant à évacuer nos points de repère, à prendre position. Le renouvellement et la diversité du vocabulaire plastique obligent les intervenants, créateur ou spectateur, à réinventer le monde.

Dominique Rammaert : on est engagé avec la matière que l'on travaille. On est en quête de ce qu'elle va donner, de la manière dont elle va se transformer, nous transformer, et transformer les autres. Comme chef d'orchestre, je me suis engagé au niveau des droits de l'Homme, sur le terrain pendant 10 ans avec ATD Quart-Monde. La pauvreté est un affront insupportable. C'est l'exclusion de tous les droits, dont le droit à la culture, indissociable des droits de l'Homme. André Soupart : il y a le jeu infini de l'artiste et le combat infini pour les droits de l'Homme. L'artiste ne peut être engagé dans la politique ou par rapport à l'événement que dans la mesure où cela fait partie de ses préoccupations. Comme disait Rilke : « ne vivez que vos questions ». Il y a des choses dont on parle peu dans notre société de profit, de la valeur de l'exemple. L'artiste est-il un phare dans la société ? Nos hommes politiques sont-ils des exemples ? Pendant les élections présidentielles en France, on a parlé d'insécurité, jamais de l'éducation... Il est pourtant important de se battre pour l'éducation. Sur ce plan, les artistes ont beaucoup à dire ! Dominique Emsens : Un spectacle, c'est sur une scène, qui implique un public. Ce qui m'amène à dire à Juan d'Oultremont qu'une œuvre d'art a aussi un statut d'objet. La scène et l'espace public existent et cela me permet de poser la question de l'espace de représentation. Le problème avec l'art contemporain, c'est le manque de recul. On glisse sur les mots *art* et *artiste*. L'artiste peut être au service de son art. C'est



l'espace de représentation. Sinon, nous sommes tous quelque part des artistes. Pourquoi parle-t-on d'œuvre? Parce que l'œuvre a son propre circuit, bien sûr dans un rapport étroit avec son créateur et dans le rapport qu'elle entretient avec les autres artistes jusqu'aux lieux de diffusion. L'espace public, c'est chacun de nous. Tous ces maillons font ce que l'on appelle la culture. Pour Paul Gonze, un artiste est un fabricant de questions. Or, l'artiste engagé croit pouvoir apporter des réponses. Par là-même, il perd une partie de sa dimension artistique. Si l'on propose une image idéale de l'individu, on nie le droit de chacun.

Il est important - c'est tout le problème de la censure, de la liberté d'expression - d'accorder une pleine confiance à l'autre, en tant que personne spécifique. Je ne crois pas que l'on puisse censurer les écrits de Céline. Il faut permettre à l'individu de se positionner de manière adéquate par rapport à l'œuvre et de tracer son propre chemin. La priorité de l'artiste est de se mettre en question en permanence et de refuser d'être ce que la société attend de lui. Thierry Gonze s'étonne des interventions qui visent à déresponsabiliser l'artiste! L'artiste responsable dans la société serait tout à fait scindé de son être artistique! En fait, il est responsable comme n'importe quel citoyen et ne peut s'exprimer que dans la mesure où il jouit d'une exposition médiatique. Je ne suis pas le seul à penser que la responsabilité de l'artiste est au cœur de l'acte artistique et n'a rien à voir ni avec son exposition médiatique ni avec sa position dans les appareils d'Etat. Anne de San ajoute: on parle des droits de l'artiste mais il y a aussi ses devoirs. Le fait d'être artiste ne permet pas de dire ou de faire n'importe quoi. L'artiste a une responsabilité morale. Il doit penser aux conséquences de sa création pour le public. Eric Hemeleers: L'artiste doit être conscient de ce que sa fonction créatrice débouche sur une réflexion, donc sur des modifications ou améliorations du système. Les droits de l'Homme sont une création de l'homme. Nous avons la liberté de les accepter ou non. Nous vivons en société, il faut accepter des règles de bases. Simon du Chastel, interpellant Jean-Yves Carlier, se demande si une autre limite à ne pas franchir pour les droits de l'Homme ne serait pas l'obsécinité très présente dans l'art actuel. Pour Moez Boukhriss, homme de théâtre d'origine tunisienne, l'individualité est fertile si elle est réceptive à ce qui l'entoure. Il y a des créations porteuses de valeurs démocratiques et des créations utilisées à des fins non-démocratiques ou récupérées par des politiques. Bernard Focroulle a parlé de culture pour tous et par tous. On est ensemble à partir du moment où l'on reconnaît l'autre. On a évoqué le choc des cultures. Ce problème est plus aigu depuis le 11 septembre. Pour éviter le choc, il est essentiel de reconnaître l'autre, d'encourager le dialogue. Les institutions sont le lien entre le créateur et le pouvoir et c'est par elles que passe la création. Si elles n'assument pas ce rôle, nous allons vers un choc des cultures et un bunker culturel. Bernard Focroulle, en réponse à Frie Leysen et Juan d'Oultremont, ne croit pas que la question *art et droits de l'Homme, art et société ou art et démocratie* se situent uniquement dans le domaine du « je » comme expression de l'individu mais dans le passage du « je » au « nous ». Pour une institution, opérer un acte de médiation, choisir ou refuser une œuvre, amener un public à sa rencontre, est difficile car cela consiste à mettre en phases ces « je » artistiques dont nous percevons la force, l'identité et l'irréductibilité, et à les mettre en rapport avec le « nous » ; nous et les autres nous. L'engagement provient du rapport du « je » et du « nous ». Paul Gonze a dit que « l'artiste engagé c'est celui qui va au-delà de la question qui aborde la réponse ». On peut le formuler autrement,

l'artiste engagé étant celui qui ne se contente pas de son œuvre, mais qui va un pas plus loin, à la rencontre du nous. Juan d'Oultremont: Le programme du KunstenFestival des Arts nous oblige à être acteurs. C'est le type d'événement où l'on ne peut être simplement face à des objets ou des produits culturels. On doit faire fonctionner son intuition, ses références et faire des choix, donc prendre des risques. C'est en cela que je verrais le fait d'être engagé. L'artiste n'est pas détenteur d'un modèle à suivre. Jean-Yves Carlier: L'artiste n'a aucune obligation d'engagement. C'est lui qui décide. Sinon on en arrive à une dictature de l'engagement, aujourd'hui pour les droits de l'Homme, hier pour une autre cause. Le rôle de l'artiste est de poser des questions à partir de ses propres questions.

Par rapport à l'obsécinité et à la censure d'une œuvre portant atteinte à la dignité humaine, a priori j'ai tendance à dire non, compte tenu du contexte. Nous sommes dans une exposition d'art contemporain. Personne ne vous contraint d'y aller. Chacun a le droit d'apprécier. C'est moins gênant que certains programmes de télévisions auxquels sont confrontés des enfants! Il ne faut pas opposer art et droits de l'Homme mais il y a entre eux un point de jonction essentiel qui est l'interrogation posée à la fois par l'artiste et par la personne qui travaille en matière des droits de l'Homme et de faire de cela une construction permanente, des questions pour réinventer le monde! Dan Van Raemdonck questionne Frie Leysen à propos des multiples lectures d'une œuvre. Frie Leysen: Il est dangereux de transposer des œuvres d'art dans un autre contexte. Il y a une sorte d'arrogance européenne qui se permet de lire des œuvres sans en connaître le contexte. Une autre forme d'arrogance est de ne pas prendre la peine de parler aux artistes. Elle sous-tend que notre point de vue est supérieur.

Fernando Alvim, artiste plasticien d'origine angolaise qui se définit comme *Détecteur de mensonge*, nous dit que si la société veut donner une place à l'artiste, elle doit s'en donner les moyens! Lorsque le système politique, économique et social va mal, l'artiste est prié de s'engager. En fait, l'artiste occupe une place privilégiée, lourde à porter, mais qui lui permet de réagir. Il ne vit pas sur une île déserte, il a des devoirs, qui contrebalancent ses droits d'homme et cristallisent une première idée de réponse par rapport à son engagement.

Paradoxalement, en Angola, pays marqué par dix années de guerre et dirigé par un parti unique, l'artiste bénéficie d'une grande liberté. Cette situation s'explique, selon Alvim, par une différence dans l'utilisation de la culture. Est-ce une forme de domination? Une référence première? Les penseurs de l'art contemporain ont énoncé un discours criminel, selon lequel l'art contemporain en Afrique n'existerait pas, alors qu'il suscite un intérêt énorme! Certains ont même déclaré, en Allemagne, que l'art non-occidental était inférieur... Le problème réside en ce que l'histoire de l'art africain a été écrite par des européens.

A propos des politiques culturelles belges, et en déplaçant le concept de démocratie au sein de la société culturelle artistique, nous constatons que beaucoup de décisions vont à l'encontre des valeurs citoyennes démocratiques. Les politiques culturelles ne sont pas aussi libres et tolérantes qu'elles paraissent. Sinon, pourquoi y aurait-il un système de gestion culturelle? Et pourquoi un directeur de musée jouirait-il d'un mandat de vingt ans, au lieu de quatre ou six, comme un homme politique? Des projets plus intéressants seraient développés au sein du milieu culturel si une autre dynamique était mise en place. Il en va de même pour la distribution des fonds publics.

Hugo Morales, artiste plasticien chilien, témoin de la dictature de Pinochet, met en lumière le phénomène de complicité apparente entre le milieu artistique et le monde politique. Artiste engagé au Chili sous la dictature jusqu'en 1983, il a pu développer une œuvre critique sans subir de sanction de l'Etat! Une contradiction insupportable qui le pousse aujourd'hui à se poser la question: où est le droit? Ni son engagement humain, ni sa démarche artistique n'ont été remises en question, alors que d'autres étaient emprisonnés pour des activités et des critiques équivalentes. Les arts plastiques ne présentaient-ils qu'un danger mineur pour le régime? Hugo Morales questionne les artistes européens. Que font-ils pour le monde? Est-ce à l'intellectuel, à l'artiste dans son atelier, préoccupé de son art, de répondre à ces questions? Ou aux hommes politiques, aux décideurs? Des questions lourdes de sens. Il faut que chacun soit clair dans sa démarche citoyenne.

D'autre part, Hugo Morales montre du doigt l'absence de tout enseignement des arts plastiques au sein du système éducatif belge. Au Chili, les élèves ont l'obligation de suivre quatre heures de cours d'arts par semaine. En Belgique, les enfants n'ont pas ce droit à la créativité. Les enseignants n'y sont ni préparés, ni sensibilisés.

Marie-Thérèse Destercke, Fernando Alvim et Hugo Morales ont posé la question majeure de la place des plasticiens qui auraient droit à un statut minimum, avec des droits sociaux, des chances de survivre. Notre société civile et politique n'a pas encore permis de les reconnaître, alors que l'on veut en faire des messagers. Il n'y a pas de place pour les arts plastiques dans l'enseignement et bien peu d'éveil et de formation aux droits de l'Homme au sein de nos outils culturels. Alors que ce serait une garantie pour une véritable autonomie.

Daniel Vander Gucht, de *la nécessité de l'utopie*. L'histoire nous apprend qu'au nom de la culture, il est possible d'asservir, de mépriser, de coloniser l'autre, de cultiver les formes les plus extrêmes de nationalisme ou d'élitisme. Le droit à la différence culturelle est un facteur social et culturel d'intégration. Il peut être détourné et devenir une justification de discrimination ethnique. L'art n'échappe pas à cette instrumentalisation politique. Il faut rappeler que la culture renvoie à un projet philosophique indissociable d'un combat politique ancré dans l'humanisme des Lumières. Autrement dit, il s'agit d'une conception, d'un projet, d'un combat s'inspirant de cette belle idée que l'identité n'existe pas sans la reconnaissance de l'intégrité, chez l'autre comme chez soi, que la liberté n'est pas donnée mais qu'elle est conquise contre les préjugés qui nous aveuglent et que le progrès ne vaut que s'il est partagé et que s'il peut nous rendre meilleurs.

La culture, c'est-à-dire la participation par l'accès au savoir, est un projet d'émancipation spirituelle. Elle confère à l'individu sa place dans la société, dans la communauté, dans l'histoire, en même temps qu'elle lui fait prendre conscience de l'inévitable part de relativité, d'arbitraire, de contingence de son destin. Elle met en relation l'expérience individuelle et les enjeux collectifs de la communauté, de la société que nous contribuons à construire, de l'Histoire que nous façonnons. C'est une merveilleuse façon de s'exercer à la vie, de rencontrer l'autre.

Dans une société qui nous fait croire que la culture se consomme et que le politique se regarde comme un spectacle, cette expérience ne peut se faire par procuration, ce qui en fait le prix et la difficulté! La participation culturelle s'oppose à cette conception passive, consumériste de la culture. C'est la meilleure garantie de citoyenneté politique car elle assure l'intégration, la reconnaissance et la solidarité. Dans ce projet, l'art représente la part d'utopie

indispensable tant pour l'individu que pour la collectivité, non pas une utopie messianique mais une utopie à vivre, un pari sur un devenir à imaginer, à rêver, à construire. La seule règle est la loi de la contagion! Aragon l'appelait « la pédagogie de l'enthousiasme ». Elle peut se mettre en place avec une grande économie de moyens. L'essentiel est de placer les amorces!

La Démocratie, tout un art! Philippe Housiaux est persuadé que communiquer l'art et les droits de l'Homme est un art en soi, à condition d'accepter la démocratie comme un art de vivre, (...) que le communicateur peut mettre en œuvre des rapports réels entre créateurs, public, entreprise, pouvoirs publics et groupes constitués, au service de l'art et de la démocratie. (...) Il y a onze ans, alors que le Vlaams Blok infiltrait le Parlement, s'est déroulé un événement mondial: les 2500 ans de la démocratie! Citoyens et communicateurs, nous avons mis en avant le thème: « La démocratie, c'est notre extrémisme à nous! » En avons-nous fait assez pour que la démocratie reste vivace et présente? Il faut mobiliser nos énergies individuelles, en permanence, dynamiser nos collectifs et associations, nous souvenir et nourrir la démocratie. Nous aurions pu célébrer autrement cet anniversaire des 2500 ans, comme un cadeau béni des dieux... Nous ne l'avons pas fait. Ce qui est en train de se produire en est une résultante.

Un poète disait: « L'art ne sert à rien sauf à tout ». Ajoutons: « La démocratie ne sert à rien sauf à tout ». Dans « Le cercle ouvert », Roland de Bodt, parlant d'art et de culture, écrit: « La finalité de la création, c'est l'ouverture des imaginaires. La création propose de nouveaux regards sur la réalité, de nouvelles approches sur la vie collective ou la vie intérieure de chacun. L'art pour l'art est une voie sans issue. La création contribue toujours à un enrichissement du patrimoine imaginaire de l'humanité. » Cela renvoie le communicateur à son rôle citoyen de relais, d'entremetteur, pour faire vivre et mettre en œuvre la déclaration des droits de l'Homme, en réunissant la culture et la démocratie.

A titre d'exemples de réalisations dans l'acte de création collective, il cite alors la rénovation de la Maison de la Poésie à Habay, confiée à Créahm, et trois projets menés à Bruxelles, Charleroi et Courtrai autour de l'idée « la couleur pour vivre en beauté le quotidien ».

Universal Embassy. L'ambassade somalienne en Belgique n'existe plus suite à la guerre civile qui déchire cet Etat. L'Ambassade Universelle, fondée le 8 janvier 2001, s'y est établie. C'est au 66, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles. L'Ambassade Universelle réunit des individus conscients de la discrimination produite par le lien à une nationalité. C'est une habitation d'urgence, un lieu de rencontre pour des personnes en procédure de régularisation. Elle se base sur les valeurs d'entraide et favorise l'autonomie.

Ils sont trois à parler de leur projet. **Tristan Wibault:** L'Ambassade Universelle est le fruit de rencontres entre gens de même génération. Certains habitaient l'église du Béguinage. Quand elle a brûlé, il a fallu les reloger. Les collectifs d'artistes et secteurs sociaux n'avaient ni le temps ni les moyens de s'en occuper. L'ambassade de Somalie, vide depuis 10 ans, s'est transformée en lieu d'accueil. Une ambassade vide d'un pays en guerre pour les sans-papiers. La symbolique est poignante!

Même si l'art est un recours et si des outils artistiques peuvent être mis en œuvre, nous ne sommes pas un collectif d'artistes. C'est une démarche de citoyens, une volonté de créer des sphères de sympathie, une recherche d'identité collective. **Mohamed Benzaouia:** Pendant l'occupation de l'église du Béguinage, des artistes constitués en comité de soutien se sont impliqués d'une

façon négative, contrôlant le mouvement des sans-papiers, les privant de leur autonomie. Ils ont imposé leur logique sans tenir compte des situations spécifiques. Pour avoir vécu l'exclusion - forme moderne d'esclavage -, je constate que les droits de l'Homme sont bafoués en Europe! Même chez les nationaux, la précarité gagne du terrain. Le rôle mobilisateur des artistes ne joue pas pleinement... **Vincent Meessen:** dans le cas des sans-papiers, l'absence de solidarité renvoie à la question de l'atomisation des champs. L'assistant social est prêt à aller jusque là, l'artiste jusque là... Chacun se retranche dans le sien et juge le problème hors de ses compétences. C'est dans la rencontre et l'information que se trouve la force de l'Ambassade Universelle. Sa carte d'identité est un drapeau, une forme d'expression artistique, un lieu de vie. Par sa dimension sociale et humanitaire, l'idée de l'ambassade construit un rapport au monde. Elle touche à l'imaginaire de l'Européen qui projette sa bonne conscience sur la situation des sans-papiers. La figure de l'engagement doit être vécue différemment, dans les aspirations sociales et culturelles de ces hommes, et de ces femmes.

Pour **Anne Penders**, l'engagement de l'artiste est dans le partage. On peut être artiste engagé, non engagé, non artiste engagé. Les choses se confondent. On peut joindre l'engagement artistique et humain sans faire de la récupération. C'est comme cela qu'on peut apporter quelque chose aux autres. La manière dont les artistes ont parlé ne convenait pas aux sans-papiers mais aux citoyens belges. Les sans-papiers ne l'ont pas ressenti de manière positive.

Claude Lorent. Pourquoi, au nom de quoi l'artiste serait-il un acteur *privilegié* de la démocratie? Il faut établir une distinction entre artiste et citoyen. L'artiste, si peu reconnu chez nous que cela fait quinze ans que l'on discute de son statut social, l'est davantage s'il est professeur, ou chômeur! Pas en tant qu'artiste! Ne pas reconnaître quelqu'un revient à nier son identité. En dehors d'une médiatisation qui porte sur ce qui est démonstratif, provocateur ou arrogant, l'artiste ne retient l'attention que d'un petit cénacle, d'une toute petite partie du public. C'est un paria, un marginal. Cela dit, sur le plan politique ou de la représentation, on fait appel à lui! Alibis en France, le soir des élections, on leur donne volontiers la parole! L'artiste, acteur privilégié? Il l'est à ses risques et périls de non reconnaissance. Mais il est un acteur libre, indépendant, privilégié d'autant plus rare que l'art n'a pas de fonction pré-déterminée, sociale ou économique définie. L'art est gratuit! L'artiste comme penseur, producteur et émetteur visuel n'a pas de devoir d'engagement. Il a une liberté, avec la difficulté de l'assumer. En l'exerçant, il pose des questions à la démocratie.

Etant donné cette liberté, il porte la responsabilité de son œuvre dès lors qu'il la diffuse. Responsabilité limitée, car l'œuvre, sortie de son contexte, lui échappe. Elle est une fiction, et non un document, une preuve. Il s'agit d'un dispositif plastique qui fait sens mais pas comme nous l'entendons, dans le sens d'un

engagement politique ou social. Je citerai Jean-Pierre Raynaud, artiste français: « Mon combat aujourd'hui, c'est la dimension supérieure de l'art et l'idée que je m'en fais. Pour moi, l'artiste représente ce qu'il a décidé de vivre, en totale liberté, en totale responsabilité et au-delà de toute nationalité ». Claude Lorent évoque alors la récente contestation d'images de la Shoah dans une exposition au Musée Juif de New-York. Banalisées? Certains estiment qu'on ne peut utiliser ces symboles, même pour dénoncer.

À travers l'histoire de l'art, des artistes ont manifesté un engagement démocratique. Claude Lorent cite Picasso, les dadaïstes, Magritte, les constructivistes russes, Shirim Neshat, iranienne, opposant une voix de femme à celles des hommes, Hans Haak qui, pendant la guerre en ex-yougoslavie, détruit le pavillon allemand à la Biennale de Venise. Et il aborde le sujet brûlant de l'art et de l'extrême-droite. Autriche, Danemark, Pays-Bas, Flandre, France. Pour l'Italie de Berlusconi, il évoque des attaques contre un conservateur de musée, ainsi qu'un spectacle à Milan contre lequel le « Front » a manifesté: on y critiquait un nazi! Quelle attitude devons-nous adopter? On ne bouge pas, l'art et la culture sont au-dessus de cela? ou (seconde attitude) être présent avec des œuvres critiques et jouer le cheval de Troie au risque d'être pris en otage? Faut-il participer à la Biennale de Venise ou résister par le refus, le boycott? Est-il illusoire de penser que c'est possible? Les enjeux économiques sont grands à travers une Biennale comme celle-là? Mais j'aimerais imaginer que Berlusconi inaugure des pavillons vides!

Georges Vercheval: il est illusoire de résumer cette journée de débats... Les interventions ont suscité une participation active de la salle, beaucoup de questions et de réponses qui ont suscité de nouvelles questions! Comment ne pas s'impliquer dans la société des hommes? Etre homme empêche-t-il d'être artiste? Il faut savoir pourquoi les choses se passent et, compte tenu du contexte - mondialisation, ultra libéralisme, extrême-droite, défense de l'environnement - s'engager. Artistes ou pas. Pour les droits de l'Homme, la démocratie, et la culture!

Dan Van Raemdonck conclut en faisant remarquer que la Ligue des droits de l'Homme, jusqu'ici cantonnée aux droits civils et politiques, s'intéresse davantage aux droits sociaux, économiques et culturels. Des moyens d'expression différents, qui disent « moi », « comment on vit ensemble » sont apparus pour le Centenaire de la Ligue. Toutes les questions qui ont été posées aujourd'hui, entre l'autonomie et l'engagement, entre l'individuel et le collectif, interrogent autant l'art et l'artiste que les droits de l'Homme. L'individu a des droits et des responsabilités. Les droits culturels impliquent la participation de tous. Non pas la culture pour tous, mais la culture par tous! L'enseignement est le premier terrain d'action. Engageons-nous davantage vers la création et l'imaginaire. Nous devons veiller à relancer cette culture pédagogique et cette pédagogie de la culture, cette dynamique de l'art et des droits de l'Homme en rejoignant les mots de Daniel Vander Gucht: un peu d'enthousiasme, que diable!

Ce qui précède n'est qu'un aperçu des interventions et échanges avec le public qui ne sont poursuivis pendant toute une journée! Les intervenants voudront bien nous en excuser, les lecteurs aussi...

Ceux qui le souhaitent obtiendront un compte-rendu plus complet en s'adressant à notre secrétariat.

Rapport rédigé par Sabine Verhelst, Marie Poncin et Georges Vercheval.

Organisation du colloque: Culture et Démocratie, Sabine Verhelst

Collaborations: Ligue des Droits de l'Homme, Wolu-Culture, asbl Tout, Les Halles de Schaarbeek, Université catholique de Louvain, Communauté française de Belgique, Fonds Triodos.



Culture ET Démocratie?

Comment lier les concepts de culture et de démocratie?

Après Laurent Busine et le Centre Culturel Arabe,

c'est à Claude Lorent, critique d'art, que nous avons demandé d'y réfléchir.

AVEC OU SANS S

Etablir les liens entre les deux termes, avec majuscules, de l'association. S'y risquer revient à marcher sur le fil tranchant de la lame du rasoir, exercice périlleux s'il en est, mais nécessaire car n'étant ni jeu, ni exploit, il profile ce que nous sommes et engage surtout le devenir collectif. Deux mots, grammaticalement variables, indéfinissables tant leurs sens sont multiples, unis par un lien invariable. Ce dernier serait-il le chaînon indéfectible d'une tension constante entre affinités et contradictions? Tout peut effectivement porter à le croire dans la mesure où l'épanouissement de chacun d'eux se conçoit difficilement en dehors de leur relation. Le premier nourrit le second et celui-ci, la démocratie, permet à la culture de se développer dans les meilleures conditions. Le lien, à ce niveau existe donc bel et bien en un enrichissement mutuel, mais encore faut-il tenter d'approcher les deux termes en une sorte de conciliation active, dynamique, vigilante, ne souffrant d'aucun repos, engagée dans la voie du plus. Plus de culture. Plus de démocratie. Une conciliation respectueuse et productive.

La culture pourrait être, d'une manière globale, ce qui a émergé progressivement de l'Homme, de sa nature et de son esprit tout au long de sa lente formation, toujours en cours. Et la prise de conscience d'une différence lui offrant à la fois qualité et responsabilité. Cette culture-là, originelle mais conquise en

quelque sorte sur l'animalité, sur le pur instinctif, a donné, suivant les lieux, les circonstances, l'évolution, en un mot selon la longue histoire de l'humanité, des cultures tellement multiples et différentes qu'elles en viennent parfois à s'opposer radicalement et peuvent aboutir, dans leurs mises en pratique, à des organisations sociales antagonistes.

Qu'est-ce donc que « la culture »? Ni la somme de toutes les cultures et de toutes ses formes, ni la synthèse, ce serait à la fois trop simple et trop limité. La culture pourrait être une expérience continue, ininterrompue, dans laquelle se retrouvent en confrontation constante, en mise en commun, les connaissances et les épreuves de vie des uns et des autres soumises aux débats de tous. Un programme irréalisable mais que la globalisation actuellement en marche pourrait favoriser si tant est qu'elle parvienne à se dégager de sa monopolisation économique, partant d'une politique axée prioritairement sur le profit. Sans doute la culture est-elle notre bien le plus précieux car elle permet d'apprécier les autres dont la démocratie qui en fait intimement partie, mais l'une comme l'autre, jamais, ne peuvent être considérées comme définitivement acquises.

Si la culture c'est penser la vie et le monde, elle n'est pas quelque chose qui s'impose, elle se situe plutôt dans le partage de ses

composantes et de ses aspects pluriels. Constamment en évolution sur le terrain du quotidien et de la pensée, elle est un facteur permanent de la création continue avec ses agents, ses forces, critiques et inventives. Les nouvelles idées, les visions inédites, les interprétations inattendues, les propositions aux allures raisonnables ou saugrenues, tout participe d'un questionnement, d'une mise en abyme incessante des cultures, des réalités, des imaginaires. Face à ce défi que représente la culture, la démocratie doit sans cesse se repositionner et se voit sommée de répondre par des pratiques, des mises en œuvres nouvelles. Les deux, culture et démocratie, effectivement liées dans cette perspective, sont à réfléchir et à inventer à chaque instant.

Leur antagonisme proviendrait par contre de leur rôle spécifique. Si la culture ne se conçoit qu'en une totale liberté et indépendance, en une autonomie néanmoins responsable, la démocratie par contre finit toujours par exercer une autorité légale contraignante même si sa finalité réside dans la meilleure gestion possible pour tous, et dans le respect de tous, y compris de toutes les cultures. Les conceptions, notamment culturelles, politiques, économiques, sociales, religieuses ou spirituelles, engendrent des démocraties forgées certes sur un modèle type, mais si différentes que le principe d'universalité ne s'y retrouve pas vraiment.

L'une et l'autre sont engagées dans un mouvement perpétuel car plus on sait, plus on connaît, davantage on s'interroge; plus la démocratie avance, plus elle se veut ouverte, plus elle rencontrera de questions et donc de problèmes à résoudre. L'une et l'autre appartiennent à une spirale tendue et infinie, rendant l'être plus libre mais en même temps plus conscient qu'il ne vit pas seul et que l'appartenance à cette collectivité induit des devoirs et des responsabilités dont on ne peut se soustraire.

Les exercices de la culture et de la démocratie vont de pair, en souhaitant que la et les cultures aident les démocraties à tendre vers la démocratie. Une utopie? Ce sont elles qui font avancer le monde.

Claude Lorent
Journaliste - Critique d'art



Véronique Vercheval.
Check-point entre Ramallah et Jérusalem.

Culture(s) pour tous

« Faire du travail de type artistique, c'est porter un regard sur soi et renvoyer une image de soi ... et Vagabond parce que nous ne tenons pas en place! » Christine Mahy, Animatrice-coordinatrice, Miroir Vagabond.

LE MIROIR VAGABOND

L'art et la pauvreté en milieu rural

Dans le cadre du projet « Culture(s) pour tous », le 31 mai dernier, nous avons initié une journée d'in(ter)formation autour des actions du Miroir Vagabond dans la région de Marche-en-Famenne. Les participants ont été invités à découvrir les projets menés par le Miroir Vagabond et à partager leurs expériences. Des demandeurs d'asile du collectif d'alphabétisation de Yasmine se joignent au groupe pour la première partie de la journée. Christine Mahy et le sculpteur Eric Jacques présentent la

grande parade des lanternes, organisée l'été passé avec différentes associations de Hotton et environs, devant plus de 7000 spectateurs.

Après le déjeuner au centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Rendeux, Didier Buttignol, Zenon et Rachid Bellitir parlent avec passion de leurs expériences avec les résidents dans les domaines de la photographie, de la fresque et du théâtre.

Dans son atelier du Cirac à Marcourt, Daniel Seret développe les créations collectives de fresques réalisées dans la région et en particu-

lier le projet autour de l'histoire de Terwagne de Méricourt. Elena nous accompagne ensuite dans le camping où elle organise pour les enfants des résidents permanents des ateliers créatifs autour du livre et de la nature.

Après un dernier débat autour des tartes et du jus de pomme du terroir, certains vont à la découverte des Ateliers 4D à Rochefort. La soirée se termine par le spectacle de Serge Loos et de jeunes de la région à propos de la peine de mort.

Portrait

Niché sur les hauteurs du village de Bourdon en pleine région de La Famenne, le Miroir Vagabond est une asbl créée à partir de la volonté de quelques personnes d'agir socio-culturellement en milieu rural. Son histoire commence en 1981, avec la naissance de la maison de quartier La Chenille, à Marche-en-Famenne. Quelques années plus tard, le groupe porteur de cette maison croise l'asbl « Créan » (pour Création et Animation) localisée à Durbuy. Leurs actions se rejoignent à travers cette volonté de donner une fonction sociale à l'art et de le pratiquer avec le « non-public », avec ceux dont on dit a priori qu'ils ne sont pas intéressés par la culture.

En 1995, la maison de quartier donne vie à l'AMO « Mic-Ados », service d'aide aux jeunes en milieu ouvert, ainsi qu'au Miroir Vagabond comme Centre d'expression et de créativité et Organisme d'insertion socio-professionnelle.

Le Miroir Vagabond travaille avec des enfants, des jeunes et des adultes, en portant une attention particulière aux personnes qui vivent des situations fragilisantes. Les méthodes de communication, les lieux de réalisation des projets, les réseaux relationnels varient suivant les groupes de personnes concernés. Cette diversité d'approches permet de travailler avec des groupes de personnes particulièrement fragilisées, isolées, de culture et de langue d'origine diverses, des personnes habituellement « classées » comme étant à côté des actions culturelles et socio-culturelles. En considérant que le milieu rural est hétérogène culturellement, socialement, économiquement, qu'il est multiculturel, donc ouvert sur les problèmes du monde, le Miroir Vagabond propose de vivre dans et avec ce « métissage ». Le mot d'ordre de l'association est de développer des actions avec la population « incluse », dite « moyenne », pour provoquer des changements, favoriser la citoyenneté active et responsable, provoquer la rencontre entre groupes sociaux.

Pour contribuer au développement local et provoquer l'émergence de « nouveaux groupes



Véronique Vercheval. Séance d'animation au camp de réfugiés d'Al-Amariy, près de Ramallah; le Théâtre Ashtar tente d'aider les enfants à exprimer ce qu'ils ont vécu.

agissants », qui influencent la vie collective dans un esprit de création et de prises d'initiatives, des ateliers de communication par le langage d'expression sont mis en place. Les ateliers d'alphabétisation sont souvent une porte d'entrée pour d'autres supports, artistiques cette fois, comme l'écriture, la peinture, la sculpture et le théâtre-action. En regard de ces objectifs, les résultats attendus touchent l'activation du lien social sur des bases de solidarité, d'ouverture aux « autres », ainsi qu'une reconnaissance, pour tous, des choix quant à la manière d'exister en société.

Le Miroir Vagabond développe son projet dans le Nord de la Province de Luxembourg, au sein de villages situés en grande partie en zone touristique, une réalité qui conditionne les modes de vie, les actions collectives, la répartition des moyens et donc la vie quotidienne. Le fait de favoriser la porte d'entrée de

la création et de l'animation dans le sens de « mise en mouvement, mise en route », ouvre des perspectives nouvelles de travail avec des groupes et pour les individus. Généralement la population est surprise que du temps et des moyens lui soient consacrés pour des « choses » a priori « pas directement utiles » à la vie matérielle, administrative, éducative, quotidienne, à la résolution de problèmes immédiats, reprend Christine Mahy. Cet étonnement a des effets positifs sur le déroulement des actions. En effet, les artistes et animateurs, en consacrant du temps professionnel pour des projets « gratuits », mettent en avant la personne, la parole du groupe, l'expression et la créativité. En cela, ce travail socioculturel de proximité à travers la création, l'animation et la formation, offre à ses participants une dimension émancipatrice, libératrice, permettant de se reconstruire dans sa dignité et son intégrité d'Homme.



« La culture est création, rencontre des hommes, produit des échanges entre eux, elle est plongée dans l'histoire des hommes, elle est cette histoire même... » (Père J. Wresinski)

ACTION CULTURELLE ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Le Mouvement ATD Quart Monde a pour objectif de lutter contre la grande pauvreté et se définit comme Mouvement de la Famille et des Droits de l'Homme. Que vient faire ici la culture, pourrait-on se demander? C'est là justement une question de Droit: la culture est un droit fondamental, revendiquée comme tel par les plus démunis bien avant que la communauté internationale reconnaisse la participation à la vie sociale et culturelle comme un des besoins humains fondamentaux. « On a besoin de la culture en même temps que du pain. Pas avant, pas après, en même temps », affirmait une participante au Colloque Européen de Bruxelles en 1995.

A l'arrivée de J. Wresinski dans le bidonville de Noisy-le-Grand en 1957, les premières réalisations faites avec les familles du camp ont été culturelles: une bibliothèque, un jardin d'enfants, un foyer pour les femmes. Parce que comme il le disait lui-même « les gens restent pauvres quand ils n'ont entre les mains que des objets pauvres... Plus nous pourrions faire pour que ces familles soient dans la dignité, dans la beauté, plus elles auront le désir de partir, parce qu'elles

auront fait l'expérience d'un mieux... »

L'enjeu est bien le combat pour l'égalité des hommes. Quand le Conseil économique et social français vote en 1987 le Rapport Wresinski, à l'origine des politiques de lutte contre la pauvreté mises en place ces dernières années dans différents pays d'Europe, il donne de la précarité une définition basée sur la responsabilité et le droit des personnes à prendre leur vie en main. De même, lorsqu'une journaliste demande à une militante suisse ce que la peinture signifie pour elle: « Pour moi, c'est d'être quelqu'un; même pas; c'est une envie de ne pas être rien. »

Au sein du Mouvement ATD Quart Monde, l'action culturelle s'est donc développée à travers trois dynamiques:

- l'accès à la culture universelle pour donner les moyens aux familles les plus pauvres de participer à la vie culturelle de leur temps (bibliothèques de rue).
- la création de lieux d'expression liés à l'histoire et à l'expérience de vie des plus pauvres. Ce sont les Universités Populaires Quart Monde, lieux de rassemblement, de prise de parole et de formation,

où des personnes vivant la pauvreté et l'exclusion peuvent rencontrer des gens d'autres milieux, échanger, confronter leurs idées et leurs expériences.

- des expériences pilotes de création artistique: Jacqueline Page, responsable pendant 3 ans de la Maison des Savoirs à Bruxelles, explique l'origine de cette démarche: « Les personnes très démunies souffrent de ne pas être respectées dans leur globalité. La société voit les gens qui vivent des situations très défavorisées surtout sous l'angle du manque. En se situant dans la créativité, on se trouve d'emblée face à une personne dans ce qu'elle a de plus humain. Cette démarche permet d'aller vers l'autre en disant « qui es-tu? », « qui suis-je? », plutôt qu'en disant « je vais t'apprendre quelque chose ». Cela change toute la relation et toutes les perspectives de la société. L'art redonne aux gens une liberté qu'ils n'ont plus forcément car ils vivent souvent des situations d'assistance et de dépendance. En permettant à l'homme d'être créateur, il lui restitue sa dignité humaine. »

Pascale Budin
ATD Quart Monde

Graver dans la pierre le refus de la misère ou mettre en scène le rassemblement de la cité

Le 29 mai 2002, ce fut comme un événement: l'inauguration d'une dalle devant les bâtiments du Parlement Européen à Bruxelles en l'honneur des victimes de la misère par ATD Quart Monde. Ce geste rassembleur a une portée sociale, culturelle et symbolique bien plus importante qu'on ne l'imagine, car il donne une reconnaissance aux plus démunis et affirme leur droit. Et ce qui est inscrit sur cette dalle en lettres de pierre, ce sont les mots de Joseph Wresinski: « Là où les hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ».

Déjà en 1987, au Trocadéro à Paris, cet engagement a été tenu. Mais on imagine le combat qu'il a fallu tenir pour mener à bonne fin pareille entreprise, ici comme ailleurs, et le nombre d'obstacles qui ont été franchis.

Ce qui m'a intéressé dans cette cérémonie, et qui a valeur universelle, c'est qu'avec différents responsables de ATD Quart Monde, nous l'avons imaginée et concrétisée comme un vaste chœur chanté et parlé à voix multiples où les chorales, les responsables politiques de haut niveau, des groupes d'enfants en charge de messages, un collectif d'adultes, l'écoute de documents du réel et des gestes signifiants, ne se sont pas seulement alternés de manière académique, mais se sont répondus constamment en écho: une inauguration qui a impliqué l'ensemble de la cité au sens où le théâtre grec pouvait la donner à entendre, le héros

central étant celui qui a lancé l'appel.

Rappelons que le chœur, dans la tragédie antique, représente la société qui commente l'action. Celui-ci change de fonction dans les années 20-30, quand il se relie au mouvement ouvrier. Le groupe choral se fait héros collectif se proclamant comme le représentant du peuple qui va changer le monde. Aujourd'hui, cette forme essentiellement sociale ne peut plus s'envisager comme un bloc monolithique, mais combine l'individu singulier au groupe, sans masquer les contradictions.

Pour comprendre le processus et l'effet, il faut prendre comme modèle la mise sur pied du chœur des adultes dont le texte a commencé par le credo « cette dalle, c'est nous ». Il est la synthèse, opérée par des cercles de travail et par les vrais acteurs (qui ne sont pas des comédiens) de plusieurs centaines de messages venus de tous les coins du pays sur des thèmes sélectionnés, processus au cours duquel chacun a pu retenir la phrase qui l'interpellait le plus. Ensuite, prenant appui sur la célèbre et superbe fresque italienne du début du siècle, intitulée le « Quart Etat », toile où se déploie une manifestation de petits paysans pauvres qui marchent d'un même pas pour gagner leur dignité, manifestation sans slogan et sans banderole, on a pu travailler plus précisément l'expression. Chacun a pu remarquer que si le mouvement d'ensemble est préservé, chaque personnage de la peinture conserve son individualité. On est loin de l'indifférenciation des œuvres du « réalisme socialiste », ce

qui a permis à chacun de trouver sa juste place et de ne pas sacrifier sa singularité. Ce concept de personnes au vécu différent, mais unis par le même combat, trouve son ampleur sur la place publique, sur cette immense esplanade de l'Europe, ouverte à tous les vents, que nous avons balisée de tapis rouges, d'escaliers à la couleur du béton, d'une réplique en miroir de la dalle elle-même qui montait jusqu'aux fenêtres afin que des protagonistes puissent intervenir aussi depuis ces hauteurs. Ainsi, par cette forme, on obtenait une égalité de traitement, puisque les responsables politiques avaient à se fondre dans la foule, entourés par les chœurs parlés qui émergeaient et avaient la possibilité de les surplomber.

S'il est vrai que des passants fouleront cette pierre travaillée sans se rendre compte des efforts demandés et de l'émotion qu'elle a suscitée dans sa mise en œuvre, il n'en reste pas moins que cette mise en scène (toute cérémonie relève de la mise en scène) a donné aux plus démunis, ceux qui se sentent impuissants ou désarmés, la force et l'audace d'investir la place publique face à une architecture et à des bureaux en étages, lieux de pouvoir souvent détachés de prises de décisions qui devraient être démocratiques. Ce jour-là, ce fut comme le signe de quelque chose qui basculait.

Richard Kalisz
metteur en scène

Le 25 mai dernier, la Zinneke Parade a enflammé pour la deuxième fois les rues de Bruxelles. Elle a vu le jour lors de « Bruxelles, Ville européenne de la culture de l'an 2000 ». Devenue biennale, elle fait partie à présent du paysage et crée un nouvel espace culturel, urbain et populaire.

ZINNEKE: PARADE CITOYENNE

Zinneke s'inscrit dans les politiques de revitalisation de la ville menées par la Région de Bruxelles-Capitale. Par son implantation dans les quartiers et communes, avec les centres culturels, centres d'expression et de créativité, théâtre, centres de jeunes, associations, écoles, comité d'habitants, maisons de quartiers, etc. elle affirme la dynamique créative des Bruxellois et de leurs partenaires dans un projet de longue durée. La Parade est le point fort mais n'est que le résultat de tout ce processus qui combine la création artistique contemporaine et la créativité des habitants d'aujourd'hui.

Projet d'expérimentation artistique et sociale, Zinneke s'engage dans la réduction des inégalités et veut participer au barrage à la haine identitaire, au racisme, au totalitarisme et à toutes les dérives communautaristes. Elle invite à retrouver ce goût d'être ensemble face aux chimères, aux démons de toutes natures et à s'en libérer. Avec humour. Reflet de toutes les diversités et de toutes les similitudes, les Zinnekes ont fait le pari de l'imaginaire inter culturelle. Ce ne sont pas des groupes ethniques qui défilent. On trouve des traces des différentes cultures, mais l'objectif est, dans un travail collectif original, la création en liberté et en autonomie par rapport aux origines culturelles. Ces apports multiples se mêlent et animent sous une forme contemporaine les valeurs humaines qui sous-tendent les traditions;

question d'ouverture et de lutte contre l'enfermement dans des ghettos. En coopération entre les diverses cultures, les gens de différentes origines sociales, de différents âges et des différentes communautés, dont les deux grandes communautés linguistiques belges. La Zinneke n'appartient à personne en particulier mais à tous ceux qui la font: les participants, les organisateurs, les concepteurs, les citoyens, les artistes, les habitants, les pouvoirs publics qui la soutiennent, à ceux qui regardent, qui en parlent, aux médias qui la relatent.

La démarche est la combinaison d'un travail social (de société, de citoyenneté), éducatif (coopération avec les écoles, les groupes d'éducation permanente, la formation continue), culturel (au sens large de la culture qui a une emprise sur la vie) et artistique (dans un bain culturel général des artistes œuvrent à donner une forme à des interrogations). Par ses effets multiples, ce projet tient aussi à émanciper les personnes rejetées ou stigmatisées parce qu'elles vivent dans des quartiers «réputés en difficulté». Ces effets sont culturels, sociaux, environnementaux et doivent aussi se retrouver dans des dimensions économiques. Le projet encourage les efforts collectifs, l'entraide, l'esprit de groupe: favorisé par l'interdiction d'utiliser des moteurs (à explosion), des amplifications tonitrueuses, par l'absence d'esprit de compétition.

Comme dans tout système, tout se tient et un changement apporté dans un des aspects d'une situation donnée entraîne des changements dans les autres. Intervenant par la culture, nous entraînons des effets sur d'autres plans: social, éducatif, environnemental, etc. Les conditions imposées permettent de voir l'impact positif du passage des ateliers créatifs centrés sur le processus à des productions d'une qualité susceptible de rencontrer un large public, d'exigence plus élevée au plan artistique.

Cette année, pour sa deuxième édition, le thème développé est celui des synergies, des énergies convergentes, la réalisation de projets communs dans la diversité. Zinnergie! Art de la rue, une telle parade fait appel aux ressources du théâtre, de la danse, de la musique, des arts plastiques et de la scénographie (chars, «décors», costumes), avec un rapport à l'image et aux moyens des arts visuels; interdisciplinaire devrions-nous écrire, car ces éléments sont indissociables. Les cultures sont elles-mêmes par nature pluridisciplinaires, elles s'expriment par toutes les formes. Chacun y trouve sa place en fonction de ses racines, de ses compétences et de ses aspirations. Tout est créé pour ce grand jour Z, des musiques aux chorégraphies en passant par les costumes et les chars. Et les aides bénévoles dans l'ombre sont nombreuses.

La Zinneke Parade trouve naturellement sa place dans l'espace public, lieu de tout le monde et non lieu de personne, lieu de transformation permanente, d'aménagements «sauvages». De plus, amener les participants sur cette scène leur permet de montrer leur savoir-faire, de démontrer leur apprentissage sans comparaison entre résultat professionnel et performance amateur: il faut un «autre» niveau, artistiquement convenable mais différent, dont les exigences ne sont pas permutable. Encore un degré de liberté supplémentaire, aussi bien pour les participants amateurs que pour les artistes professionnels.

Marcel De Munnynck
Directeur Zinneke



Véronique Vercheval. L'école du camp de réfugiés Al-Amary, mis en place par l'UNRWA, compte mille étudiantes; réparties en deux groupes, elles ont cours soit le matin, soit l'après-midi.



PAROLES DE RUE

Une situation préoccupante

La rue est un espace culturel de vie communautaire, mais pour certains enfants c'est le seul lieu de vie. Des images d'enfants vivant dans la rue, ce sont des symboles. En Europe et dans d'autres pays occidentaux, cette situation est exceptionnelle. Ailleurs, des enfants - de 0 à 18 ans - connaissent des conditions de vie précaires et sont confrontés à des formes d'exclusion de plus en plus insidieuses. Une récente étude des Nations Unies estimait le nombre d'enfants dans la rue, à travers le monde, à plus de 150 millions. Au début des années 80, nous ne parlions « que » de 30 millions. Tantôt considérés comme victimes, tantôt comme source d'insécurité, le stigmate « enfants de la rue » est lourd de conséquences individuelles et politiques. Pour les responsables politiques locaux et internationaux, apporter une réponse à ces enfants et à l'opinion publique devient un enjeu politique majeur. Au-delà des débats sclérosés et des réponses sécuritaires et technocratiques souvent peu appropriées, c'est la place de l'enfant dans nos sociétés qui est mise en question. Evoluons-nous vers une société « d'apartheid enfants »?

Un métier particulier

Il existe dans le monde des adultes particulièrement inquiets de cette évolution. Professionnels ou non. On les nomme travailleurs de rue, éducateurs et/ou animateurs de rue, travailleurs de proximité, travailleurs en milieu ouvert, « detached workers » ou street workers. Toutes et tous s'engagent régulièrement et résolument en menant des actions d'éducation, sociales voire politiques, afin que la situation particulière de ces enfants soit prise en considération. Nouveaux métiers, situations sociales préoccupantes, depuis plus de 2 ans, ils

travaillent ensemble à construire des pistes de résolution alternatives.

Un forum international à Bruxelles

Le pari est fait aujourd'hui de rendre public le fruit de ce travail, à Bruxelles, du 25 au 28 novembre 2002. L'événement se tiendra à la maison Radio Flagey, en plein cœur d'Ixelles, sous le haut patronage de l'Unesco, en présence de personnalités du monde politique, de l'éducation, de la culture. Jeunes et adultes prendront la parole, alternant travail en ateliers et productions artistiques. Le défi est de partager un projet politique et artistique commun, de se retrouver partenaires à chaque échelon de l'architecture. Ainsi, en Belgique, pour ne citer que ceux qui sont dans la mise en œuvre de la dimension artistique du projet, on retrouve les fédérations francophones, Coin de rue, et néerlandophone, Vlastrov, la maison des jeunes d'Ixelles, XL'J, Dynamo et Jambo production.

La place incontournable des pratiques artistiques

Nombreux sont ceux qui croient à la place incontournable des pratiques artistiques dans le développement d'une société. Nombreux sont ceux qui croient aux talents cachés. Il s'agira donc de mettre en valeur les productions artistiques des jeunes, de leur permettre de se joindre au débat, d'interpeller les opinions publiques et politiques sur la place « des enfants de la rue », d'oser la rencontre conflictuelle mais porteuse de changements entre des acteurs de notoriété publique, décideurs, intellectuels, artistes, acteurs de l'histoire quotidienne de la rue, adultes professionnels ou non, enfants artistes ou non...

Lors de notre première visite à la Maison Radio Flagey, entre les échafaudages et les



Véronique Vercheval. Shadi, comédien, revient à Rammallah après un mois d'absence.

câbles électriques, nous avons rêvé d'une soirée de clôture pariant sur une création collective. Nous avons rêvé d'une rencontre sur scène, probable, improbable, mixant valeurs et pratiques artistiques, entre des artistes reconnus et ces artistes de l'espace public, qu'est la rue.

Nous rêvons. Et vous? Paroles de rue.

Une invitation à participer

Tout en étant le bienvenu à assister aux travaux, aux spectacles, à visiter les expositions, notre souhait est de vous associer:

- comme relais auprès de jeunes qui individuellement ou collectivement ont réalisé une œuvre artistique et qui accepteraient de s'embarquer dans cette expérience
- comme artistes dans ce projet de création artistique collective.

Edwin de Boevé, Directeur de Dynamonde
Claire Frédéric, Coordinatrice pédagogique de Dynamonde
Dynamonde - 02/378 44 22

PIAZZA DELL'ARTE

L'art est contagieux; profitons-en pour le transmettre à tous...

Projet d'art mobile, multidisciplinaire et éducatif, Piazza dell'Arte est née de la conviction de ce que chaque homme, abstraction faite de son origine, doit avoir les mêmes chances de développer sa créativité. Elle combat l'écueil du premier pas, toujours difficile, en amenant l'expérience de l'art au plus près des gens. Depuis 1999, à travers des ateliers de 4 jours, elle a touché 10.000 jeunes !

Le lundi, une caravane de cinq bus (multimédia, montage, presse, musique, cinéma et matériel) s'installe à l'école, dans le quartier, à la maison de jeunes, au centre d'asile. Le travail commence le mardi matin. Motivés par les accompagnateurs, quelque 120 jeunes (par semaine) choisissent un atelier: *Ex-*

pression/Théâtre, Danse/Mouvement, Musique électronique, Musique ethnique, Multi-média, Photographie, Vidéo d'animation, Vidéo/reportage, Presse et Communication, Arts monumentaux et Mode. L'expérimentation et la création sont les maîtres mots. Cette interaction entre jeunes et accompagnateurs et entre ateliers déterminent un cocktail original, créatif, contemporain, parfois explosif d'images, de sons et de mots, présenté au public sous forme de spectacle dès le vendredi soir. Une attention particulière est apportée aux quartiers défavorisés et aux centres d'asile grâce à des projets basés sur la photographie digitale et la vidéo: un labo multimédia y est affecté. Dans les quartiers les plus pauvres d'Anvers, les réactions ont été parti-

culièrement stimulantes sur les jeunes, leurs parents, les voisins. Les policiers du quartier ont souligné l'influence positive de ces actions! Piazza dell'Arte collabore aussi à des manifestations culturelles, en aidant les jeunes à créer, à partir d'un ensemble de bus multimédia, montage et cinéma et avec accompagnement professionnel, des reportages ou sites « web on the spot » avec photos et textes! Bref, Piazza dell'Arte, caravane itinérante d'art et de culture, est un projet d'art multidisciplinaire, un laboratoire socio-culturel. Elle accompagne la culture des jeunes, les encourage à défendre leur droit à la parole. Vous voulez en savoir davantage? Collaborer à cette action? Surfez www.piazadellarte.be!

sans appel de fermer la Minth (Maison internationale-Internationaal Huis) à la fin de 2002,

couplant les ailes d'un projet avant qu'il ait atteint sa vitesse de croisière.

EDDY BOUTMANS S'EST TROMPÉ

Eddy Boutmans nous a annoncé la nouvelle par fax, le 24 décembre 2001 ! Joyeux bordel ! - comme dirait Pierre Bourdieu ! Il ne pouvait garantir de subsides pour la Minth en 2003... Cette décision abrupte dépasse encore notre entendement.

Ouverte en septembre 1999 à l'initiative de Réginald Moreels, la Minth est un projet ambitieux. Les événements qui s'y tiennent quotidiennement illustrent de manière positive la coopération au développement : activités pour le commerce équitable et l'éducation au développement, Annoncer la couleur / Kleur Bekennen, expositions, conférences et débats internationaux, concerts, location de l'infrastructure...). La Minth, bilingue et bien nommée, crée un réseau fort et renforce les relations entre journalistes, fonctionnaires, politiques, migrants, syndicats, ONG, étudiants. Son histoire est passionnante, mais complexe. Elle a traversé bien des tempêtes (institutionnelles). Les critiques de la Cour des comptes n'étaient pas insurmontables. La jeune asbl, avec de nouveaux statuts et un nouveau conseil d'administration, signe avec Eddy Boutmans une convention qui définit ses missions et garantit le dialogue institutionnel. Nous allions enfin travailler sereinement au rayonnement des relations Nord-Sud... Soudain, en contradiction avec « sa » convention et sans concertation avec son cabinet ni avec la Minth, Eddy Boutmans éprouve « le sentiment que le financement de la Minth ne rapporte pas suffisamment à la communauté ». Que vient faire la rentabilité dans

notre histoire ? Des critères d'évaluation sur le modèle du marketing. Nous ne sommes pas Coca-Cola ! L'un parle de rentabilité, l'autre de missions en vertu d'une convention. La Minth ne travaille pas uniquement au présent. Ce n'est pas du jour au lendemain que l'on cueille les fruits de l'éducation au développement.

Stressé par d'impertinentes questions parlementaires - cela fait partie du jeu du pouvoir -, le secrétaire d'Etat choisi la réponse radicale, le rouleau compresseur. Il n'attend pas le plan stratégique qui aurait pu infléchir sa décision. On ferme, en démenageant certains projets. Il se borne à répéter que la Minth n'a pas de plus-value, coûte trop cher et n'est pas médiatique. Pas de plus-value ? Verdict choquant lorsqu'on sait qu'aucune évaluation objective n'étaye ses conclusions. Coûte trop cher ? Le loyer est connu du secrétaire d'Etat depuis son entrée en fonction. Pas médiatique ? C'est à prouver. Et quand bien même, est-ce la bonne question ? Nous déplorons cette décision *invertébrée*. Parce que nous ne la comprenons pas. Parce que nous voulons une véritable évaluation. Parce que le cabinet de Boutmans, saucissonné entre huit collaborateurs, a mal géré le dossier. Parce que fermer après moins de trois ans, c'est du gaspillage ! Peut-on changer l'état d'esprit d'Eddy Boutmans ? La Minth n'est pas « *un héritage qu'il subit de son prédécesseur* » mais un carrefour de rencontres, une vitrine de la coopération belge au développement !

La Minth : une belle histoire qui finit mal. Il

est minuit moins cinq. Nous croyons encore au projet et nous lançons une pétition (1) qui appelle Eddy Boutmans à revenir sur sa décision. Aucune alternative n'existe après cette disparition annoncée et l'actualité brûlante nous rappelle au quotidien que nous avons besoin d'espaces de débats, culturels et politiques, pour une société plus généreuse, ouverte et respectueuse de l'altérité. Le secrétaire d'Etat a-t-il de meilleurs projets ?

Nathalie Caprioli et Ria Springael

Minth

Tél. : 02/213 12 11 - nathalie.caprioli@minth.be

Site www.minth.be

(1) Vous la trouverez à l'entrée de la galerie de la Minth où se tient l'exposition de photographies de Dieter Telemans « *Everybody Saï Saï* » jusqu'au 30 juin.



Véronique Vercheval. Le Révérend Mitri Raheb dirige le Centre culturel de Bethléem, qui est en cours de restauration.

LES MUSÉES ET LA TRANSPOSITION DANS LA LÉGISLATION BELGE DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LE DROIT D'AUTEUR

Les dérives d'une loi généreuse

L'Association francophone des musées de Belgique (AFMB) lance un cri d'alarme ! Si elle ne met aucunement en cause le principe du droit de l'artiste sur son œuvre, elle souligne les effets pervers de la loi de 1994. Les institutions muséales sont en équilibre instable. Comment valoriser leurs collections ? Les exigences des ayants droit (spécialement les sociétés de gestion de droits d'auteur) sont démesurées ! La loi de 1994 est néfaste. Elle conduit à une véritable censure de l'information culturelle. Chaque dépliant, affiche ou reproduction sur Internet d'une œuvre protégée par le droit d'auteur doit passer par le consentement écrit des auteurs ou de leurs ayants droit !

L'article 27 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme consacre le droit « à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire et artistique » et, d'autre part, le droit de chacun « de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et

de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent ». La directive européenne rappelle que le droit d'auteur repose sur un juste équilibre entre l'intérêt des auteurs et celui, tout aussi légitime des utilisateurs, donc de la société. Aujourd'hui, le juste équilibre est rompu et l'utilisateur désarmé face aux exigences exorbitantes des ayants droit. Le législateur doit corriger cet état de fait. Cet obstacle a été perçu par le Parlement et le Conseil européens. La directive « Harmonisation de certains aspects des droits d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information » (2001/29/CE) doit être transposée dans la législation de chaque état membre avant le 22 décembre 2002 ! La directive que le Parlement belge est appelé à transposer dans notre législation prévoit, en son article 5, des exceptions qui permettent de rencontrer les problèmes qui viennent d'être énoncés.

Les projets sont en cours de débat. Mais il faut faire vite ! Il est temps que le législateur

prenne conscience qu'il s'agit d'un déficit démocratique. En adoptant ces exceptions, il permettrait à la communauté muséale de poursuivre son travail de diffusion et de valorisation de son patrimoine. C'est d'ailleurs un ensemble plus important ? bibliothèques, archives, médiathèques - qui devrait bénéficier des exceptions prévues par la directive européenne. La législation en vigueur assimile trop fréquemment les institutions culturelles au secteur privé commercial.

Les musées belges, et singulièrement l'AFMB, souhaitent la création, à l'instar du Canada, d'une Commission du droit d'auteur, où ils seraient représentés, qui veillerait à l'équité des redevances exigées et exercerait des fonctions de médiation en cas de litige.

Info : Françoise Dumont - Présidente AFMB

mamac@skynet.be





Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice ou relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle, sans exclusion.

Président-Fondateur: Bernard Focroulle
Président: Georges Vercheval
Coordinatrice: Sabine Verhelst
Collaboratrice: Marie Poncin

60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles
Tél.: 02 502 12 15
Fax: 02 512 69 11
Courriel: cultureetdemocratie@wanadoo.be
Fortis 001-3185141-28

Devenez membre de Culture et Démocratie

Merci à tous les membres, anciens et nouveaux. Votre soutien est essentiel. Notre réseau et nos activités ne peuvent exister et se développer que grâce à vous. Les membres reçoivent le journal et sont invités aux différentes activités.

Les montants des cotisations annuelles s'élèvent à :

Cotisation individuelle:	13 €
Affiliation d'une association ou entreprise, selon ses entrées financières:	
- jusqu'à 125.000 €:	25 €
- jusqu'à 250.000 €:	125 €
- jusqu'à 1.250.000 €:	250 €
- jusqu'à 5.000.000 €:	500 €
- au-delà de 5.000.000 €:	1.250 €

à verser au compte 001-3185141-28

Ont collaboré à ce numéro: Pascale Budin, Nathalie Caprioli, Marcel De Munnynck, Min De Wachter, Claire Frédéric, Richard Kalisz, Claude Lorent, Marie Poncin, Christine Stanszyk, Georges Vercheval, Véronique Vercheval, Sabine Verhelst.

Avec le soutien de



Imprimerie Jan Verhoeven

Editeur responsable: Sabine Verhelst
60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles



Les photographies de Véronique Vercheval qui illustrent le Journal de Culture et Démocratie ont été réalisées il y a quelques semaines, dans le cadre d'un projet à long terme visant à rompre l'isolement des artistes palestiniens, organisé par l'IETM (Informal European Theatre Meeting), et soutenu par la Communauté française de Belgique.

ARTISTES EN PALESTINE

Visite d'urgence!

L'aggravation de l'occupation israélienne en Cisjordanie a transformé cette mission en « visite d'urgence et de soutien » aux artistes et au peuple palestinien. Composée de Mary Ann De Vlieg et Christine Stanczyk, coordinatrices, de Philippe Dumoulin, François Houart et Gilles Robic, comédiens, de Ronny Ramirez et Piet Eekman, réalisateurs de documentaires, et de Véronique Vercheval, photographe, la délégation a pu rencontrer une trentaine d'artistes et organisateurs culturels à Jérusalem, Gaza, Ramallah, Bethléem, Beit Jala et Jénine. Des projets communs sont en gestation!

Ce premier groupe d'artistes belges a séjourné en Palestine du 27 avril au 4 mai 2002. D'autres groupes de « témoignage » sont en train de se mettre en place, dit Mary Ann De Vlieg qui affirme que *le rôle des artistes, passeurs d'idées, est primordial* et que *le projet 2002 aura une influence positive sur l'opinion publique*.

100 artists in Palestine

Le projet a été mis sur pied en raison de la difficulté de voyager des artistes palestiniens et parce que les projets communs ne peuvent exister qu'à partir de rencontres. Il s'agit de permettre aux artistes et opérateurs culturels (théâtre, danse, film, arts visuels, littérature, musique...) de se parler, de présenter des performances, d'exposer, donner des ateliers, de poursuivre leur travail sur place ou de s'engager dans des collaborations.

Le Network of Cultural Centres of Palestine, se charge de diffuser l'information en Palestine, de coordonner les visites, rencontres et résidences d'artistes européens, de les introduire auprès des artistes et opérateurs culturels palestiniens. Chaque partenaire européen organise ces visites en diffusant l'information de manière sélective, en recherchant les artistes participants, en sollicitant le support d'institutions culturelles nationales afin de financer les voyages et d'aider le réseau des centres culturels de Palestine, en encadrant les artistes. Les groupes voyagent pendant des périodes de 7 à 10 jours.

Vous trouverez des renseignements pratiques concernant ces missions sur le site www.ietm.org. Si vous souhaitez y prendre part, vous pouvez contacter l'IETM à l'adresse suivante project@ietm.org. Le prochain départ est fixé au 12 juillet 2002.

Voices of Palestine

Une série de quatre conférences seront organisées suite aux différentes missions. Elles inviteront des artistes (belges, européens, palestiniens et israéliens) à parler de leur travail et des réalités de la culture palestinienne : professionnalisme et diversité de l'offre culturelle, haut niveau d'éducation, importance de la création et du soutien d'une identité culturelle forte qui ne soit ni xénophobe, ni basée sur des mythes réducteurs. Il s'agit d'encourager le dialogue entre l'occident et une communauté culturelle isolée du reste du monde.



Véronique Vercheval. Cinq policiers palestiniens ont été exécutés sur le palier d'un immeuble de Ramallah.

CÔTÉ « IMAGES » : VÉRONIQUE VERCHEVAL

Mes images de Palestine relèvent plutôt du « carnet de route » que du reportage au sens classique du terme. *Etre photographe, en l'occurrence, c'est rencontrer des gens, tenter de les connaître, témoigner de leur vie. Je n'ai cherché ni le « scoop », ni l'image extraordinaire, préférant rendre compte de la vie quotidienne. Bien sûr, le pays est bouleversé par la guerre. La destruction est partout, maisons privées, institutions, infrastructures civiles, champs d'oliviers ou d'orangers arrachés, et les mots les plus courants sont « check point, camp de réfugiés, laissez-passer, bombardements et couvre-feu »! Pourtant, les gens s'efforcent de vivre normalement et veulent croire en l'avenir en termes de liberté!*

Comment survit-on en Palestine aujourd'hui, sans travail, sans revenu ? Comment est-il possible d'être peintre, musicien, comédien et de le rester ? Je suis admirative devant la détermination de ces artistes qui sont « entrés en résistance ». En réalité, ils ne considèrent plus la créativité de la même manière : leur préoccupation première est la sauvegarde des enfants, à travers des ateliers de danse, de théâtre, de musique. Une des actions que mène le Théâtre Ashtar m'a bouleversée. Cela se passe dans une école secondaire. Une classe de filles. Après quelques exercices, les comédiens les incitent à parler, à extérioriser leur peur. Il est arrivé à beaucoup de ces adolescentes, en effet, de se trouver en présence de tanks, ou face à des militaires en armes, parfois mises en joues. Cela reste un véritable traumatisme. Pour moi aussi, ajoute Véronique qui nous disait, il y a quelques jours, qu'elle croyait parfois avoir fait un mauvais rêve...

Véronique Vercheval a été photojournaliste pour le magazine « Voyelles » dès 1979. Elle y réalise des reportages sur la condition des femmes. De 1983 à 1999, avec les « Archives de Wallonie », elle photographie le monde du travail en Belgique francophone. En 2001, elle publie aux éditions Luc Pire un reportage sur les transporteurs routiers, « La route à tout prix » (textes de Réjane Peigny). Elle enseigne la photographie à l'Institut des Arts et Métiers de La Louvière et travaille pour diverses compagnies théâtrales.